

Propagande masculiniste : comment les violences deviennent légitimes

La propagande masculiniste ne repose pas seulement sur la désinformation ou les discours de haine. Elle se fonde principalement sur un monopole d'interprétation du réel visant à naturaliser la domination masculine et à légitimer la violence. Comprendre ces ressorts et leurs relais constitue déjà un premier pas pour y résister.

On me demande souvent comment lutter contre la propagande masculiniste. La réponse attendue est généralement technologique ou législative : modération algorithmique, intelligence artificielle, interdiction des réseaux sociaux pour certains publics, criminalisation des discours de haine, renforcement des dispositifs de surveillance. Réduire la propagande masculiniste uniquement comme un problème de contenus à supprimer conduit à passer à côté de son enjeu central : elle constitue un outil destiné à produire, justifier et imposer la domination masculine, en façonnant les représentations du réel, entre autres, en normalisant les violences masculines.

Faute de travail de fond sur les représentations médiatiques des violences fondées sur le genre, les rapports de pouvoir qui structurent la circulation de l'information et les mécanismes de légitimation propres aux milieux radicaux masculinistes, les réponses attendues (technosolutionnistes, répressives) risquent d'être au mieux inefficaces, au pire contreproductives ou liberticides.

Ce travail de fond implique notamment d'interroger le rôle des médias dans la circulation de ces cadres interprétatifs. Pour ce faire, ce texte revient d'abord sur les enjeux de la propagande et sur les limites des approches contemporaines, avant d'analyser les principales logiques structurant la propagande masculiniste : fabrication d'identités collectives, construction de menaces, captation de l'autorité et légitimation du passage à l'acte. Il s'achève enfin sur les enjeux journalistiques et médiatiques liés aux représentations des violences fondées sur le genre qui peuvent participer à normaliser la terreur masculiniste.

L'enjeu de la propagande

Avant d'analyser les spécificités de la propagande masculiniste, il convient de revenir aux bases de ce qu'est la propagande et aux limites des approches contemporaines censées la combattre. Dans le champ des *propaganda studies*, la propagande est généralement définie comme une tentative délibérée et systématique de façonner les perceptions, orienter

les comportements et produire des formes d'adhésion au service d'intérêts politiques. Elle désigne donc des dispositifs de persuasion de masse visant à *produire de la légitimité* pour *imposer des cadres d'interprétation du réel* afin de *conditionner les réflexes collectifs* dans la *défense des intérêts* politiques, commerciaux ou idéologiques.

Toute persuasion de masse n'est pas nécessairement néfaste aux démocraties inclusives. Penser : les campagnes de santé publique, de diffusion de programmes électoraux ou de luttes pour l'égalité. La problématique n'est donc pas l'existence de dispositifs de persuasion de masse en tant que tels, mais la manière dont ils participent – ou non – à des dynamiques susceptibles de menacer l'ordre public, démocratique, de renforcer des rapports de domination ou de légitimer la commission des violences à l'égard des personnes.

Pourtant, en France, les approches dominantes de lutte contre les menaces informationnelles tendent à définir le caractère problématique ou illicite de la propagande, non pas à partir de ces éléments moraux, mais à partir de critères de véracité ou de territorialité. En grossissant le trait : est légitime ce qui est factuel et français. Ce cadre d'analyse tend à invisibiliser des manipulations du réel produites par des acteurs locaux, ainsi que des narratifs reposant sur des éléments factuellement exacts, mais sélectionnés, hiérarchisés ou décontextualisés afin de produire certains cadres d'interprétation du réel.

Les travaux sur les « cultures du fact-checking » rappellent que la vérification des faits est elle-même une pratique située : elle repose sur des choix éditoriaux, des contraintes organisationnelles et des critères de sélection qui déterminent quels énoncés deviennent vérifiables, visibles et légitimes. Les acteurs occupant une position de contrôle de la légitimité informationnelle s'arrogent ainsi, souvent au nom d'une posture de neutralité ou d'une cause suprême héroïsée, une forme d'autorité pour définir le réel sans situer leur propre position sociale, politique ou institutionnelle dans la production de cette légitimité, ni mesurer les externalités négatives de leurs productions. Le *fact-checking* – domaine encore largement masculin et blanc – peut, par exemple, produire du harcèlement antiféministe. Pour illustrer : le tout premier article de Libération sur le prédicateur masculiniste Andrew Tate, un « *débunking* » d'une blague le visant (au lieu de *débunker* l'ensemble de sa propagande), a exposé des féministes à des cyberviolences massives.

De cette fausse neutralité découle une autre préoccupation centrale des approches contemporaines des menaces informationnelles : la lutte contre la « polarisation » du débat public. Or, la polarisation ne peut être pensée comme une menace démocratique abstraite sans tenir compte des rapports d'inégalité dans lesquels les groupes sont situés. Présentée de manière dépolitisée, la polarisation tend alors à être réduite à une incapacité des groupes à dialoguer ou à coexister dans un même espace

public, tandis que certaines voix dites « modérées », issues des classes dominantes, s'arrogent une légitimité pour définir les limites du débat et comportement acceptable.

Dans un contexte de montée des dynamiques autoritaires et réactionnaires, certaines conflictualités sont pourtant le produit de luttes pour l'égalité et des résistances qu'elles suscitent de la part des groupes dominants. Enjoindre à la politesse, au débat ou à la symétrisation des positions, sous prétexte de lutter contre la polarisation ou la conflictualité, contribue à déplacer le problème : la cohésion sociale – ou, plutôt, l'assimilation – devient l'objet principal de préoccupation, plutôt que les rapports de domination, les violences ou les logiques d'exclusion qui produisent ces conflits. Ce phénomène est particulièrement visible lorsque les mobilisations féministes/antiracistes et masculinistes/racistes sont mis sur un pied d'égalité pour les prier d'être moins énervés. Une fausse symétrie qui est le préalable à la victimisation inversée.

De même, réduire la lutte contre des offensives informationnelles à une simple « bataille des récits » invisibilise les infrastructures de médiation et les rapports de domination qui structurent la circulation de l'information : plateformes numérique et médiatiques privées, hiérarchies sociales etc. Cette lutte n'a pourtant rien de désincarné. Elle se déroule sur des terrains réels et produit des effets tangibles : légitimation de violences, marginalisation de voix critiques et renforcement des groupes déjà dominants dans l'espace public. L'autorité repose alors moins sur les règles d'un débat consenti que sur la capacité à saturer l'espace informationnel et de contrôler de manière coercitif les cadres de lecture du réel.

De plus, sans recours contre des offensives informationnelles coordonnées, ces dynamiques peuvent également produire des formes de trahison institutionnelle, (la chercheuse de psychologie, Dr. Jennifer Freyd). La trahison institutionnelle désigne les « actes répréhensibles commis par une institution à l'encontre d'individus qui en dépendent, notamment le défaut de prévention ou de prise en charge des actes répréhensibles commis au sein de l'institution ». Fragiliser la confiance envers des institutions censées protéger les droits des plus faibles, peut à son tour générer des discours perçus comme conspirationnistes, qui seront à leur tour criminalisés par des justiciers de la vérité. Cette dynamique fut visible, par exemple dans le traitement fait des mobilisations antiracistes organisés par le collectif « Vérité pour Adama », qualifiés de complotistes par le site Conspiracy Watch.

Pour résumer, l'enjeu central de la propagande réside dans **l'autorité à dire le réel**. Ou, plus précisément, dans les processus par lesquels cette autorité est construite, mise en circulation et reconnue comme légitime afin d'orienter l'opinion, produire des normes et conditionner les réflexes collectifs. Ici, les trois archétypes de la domination de Max Weber (légale-

rationnelle, charismatique, traditionnelle), augmentés d'une quatrième forme propre à l'ère de l'économie de l'attention – participative –, permettent d'analyser les mécanismes de légitimation des discours masculinistes et les conditions de leur diffusion.

Construction de la propagande masculiniste

Comme évoqué, la propagande vise des effets tangibles dans le réel. De ce fait, et en matière de propagande masculiniste, il convient de dépasser une lecture du type « ils disent des choses horribles » pour réinscrire la production de leur propagande dans ses conséquences concrètes : « ils disent des choses horribles afin de légitimer la commission d'actes eux-mêmes horribles ». La propagande remplit ainsi plusieurs fonctions : susciter l'adhésion et l'engagement, assurer la cohésion du groupe, évacuer l'humanité de l'autre et formuler des appels à l'action.

Certes, *fact-checker* la désinformation qu'ils produisent est important, mais l'enjeu principal se situe ailleurs. Car, les milieux radicaux masculinistes ne cherchent pas à produire une connaissance exacte ; ils cherchent à s'arroger l'autorité de définir le réel à l'aune de l'androcentrisme, c'est-à-dire d'une perspective centrée sur la condition masculine qui serait universelle. Et ce à l'exclusion de toute autre réalité vécue. Leur définition du réel ne crée pas ex nihilo les dispositions à y adhérer ; elle active et réorganise des structures sexistes déjà présentes dans l'ordre social pour les renforcer.

La construction typique des armes sémantiques masculinistes susceptibles de susciter le passage à l'acte violent repose sur une séquence de logiques : Nous (logique identitaire) sommes menacés (logique sécuritaire), voici pourquoi (logique de justification), donc il faut (injonction à l'action, selon les espaces, les outils et les modes opératoires spécifiques au milieu radical concerné).

Logique identitaire

Chaque milieu radical masculiniste fabrique un « nous » collectif, identitaire, en empruntant des combinaisons de divers marqueurs stéréotypés de la masculinité hégémonique au sein d'une société, à un moment donné. Un archétype incel ne ressemble pas à un archétype chamanique, etc. Ainsi, l'offre idéologique masculiniste se segmente et se multiplie à travers une pluralité de modèles de masculinités hégémoniques, en concurrence au sein même de l'écosystème masculiniste. Chez les MGTOW, c'est le contrôle des ressources financières qui prime ; chez les incels, le contrôle du patrimoine génétique (beauté) ; chez les flexeurs, le contrôle de leur technique (corporel, QI) ; chez les NoFap, le contrôle de la rétention du sperme, etc. Chaque milieu radical masculiniste développe ainsi une forme de masculinité hégémonique, propre à ce milieu, fondée sur le contrôle (de soi, des autres), afin de susciter une identification identitaire et d'organiser des hiérarchies internes. Cette construction constitue pour certains hommes une véritable

proposition de valeur : l'empouvoirement par le contrôle dans une société où ils estiment que le groupe des hommes cis serait déclassé.

La manière dont les milieux radicaux se désignent eux-mêmes fait ainsi partie intégrante de leur propagande. Les milieux traditionalistes, par exemple, les mouvances de pères en colère prétendent revendiquer au nom de l'ensemble des pères séparés, et engagent les médias traditionnels surtout la PQR, pour relayer leurs actions. Les « incels » (*célibataires involontaires*), s'arrogent quant à eux la légitimité de parler au nom de tous les hommes qui, à un moment donné, se seraient vu refuser l'accès aux corps des femmes. Ce type de discours cible davantage des publics jeunes, dans la mesure où les générations plus âgées ont, pour la plupart, déjà eu des relations sexuelles. Cette présentation est toutefois trompeuse : l'idéologie réelle des incels n'est pas le célibat imposé, mais le lookisme. Ils se perçoivent comme génétiquement opprimés et revendiquent l'accès aux corps de femmes jugées génétiquement supérieures, au nom d'une prétendue égalité entre hommes. La perspective des femmes est ici entièrement effacée : la compétition se joue exclusivement entre hommes. Employer le terme « incel » participe ainsi à la diffusion de leur propagande ; il convient de privilégier le terme de lookisme, plus fidèle à l'idéologie en jeu.

S'agissant des MGTOW, ceux-ci affichent publiquement un séparatisme sexué, prétendant revendiquer au nom de tous les hommes qui ne souhaiteraient plus entretenir de relations avec des femmes. Or, à la lecture de leur littérature et de leurs pratiques, la plupart des niveaux d'engagement au sein du milieu MGTOW permettent, voire organisent, des formes d'exploitation sexuelle et économique des femmes. À ce titre, ils sont fréquemment confondus avec les « coachs en séduction », qui n'ont en réalité que peu à voir avec la séduction, mais animent plutôt des brigades de harcèlement et de contournement du consentement des femmes.

Pour lutter contre cette manipulation de l'identification, l'enjeu consiste à réduire la portée de l'identification. Ceci passe par décrire le réel de qui ils sont. Les pères séparés, par ex, parlent au nom des pères divorcés coercitifs et/ou violents, et ils ne sont pas très nombreux à militer, malgré leur tentatives de gonfler artificiellement la portée de leurs actions (astroturfing).

Ne pas reprendre les termes que ces milieux utilisent pour se désigner – ou, à tout le moins, expliciter en quoi ces termes sont construits pour façonner les perceptions et légitimer leur prétention à « revendiquer » – constitue ainsi un levier essentiel de lutte contre la propagande masculiniste.

Logique sécuritaire

En reprenant l'approche des extrémismes identitaires développée par le

chercheur américain en extrémisme et propagande en ligne J. M. Berger, les milieux masculinistes radicalisés peuvent être analysés comme des milieux extrémistes dans la mesure où ils reposent sur la croyance selon laquelle le succès ou la survie de l'endogroupe masculin serait inséparable de l'hostilité envers un exogroupe perçu comme menaçant. Ce qui constitue alors le propre de ces extrémismes identitaires est la construction d'une menace extérieure pesant sur un groupe fondé sur une identité commune. En ce sens, il convient de comprendre la propagande masculiniste d'abord non pas comme anti-femmes ou antiféministe – ce qui en est une composante majeure, mais non exclusive –, mais comme une propagande en défense d'un suprémacisme masculin. C'est en cela qu'il s'agit d'un suprémacisme identitaire.

Si divers milieux développent une offre idéologique concurrente pour susciter l'adhésion, ils coopèrent néanmoins dans la diffusion d'une méta-thèse commune, dite de substitution : celle d'une société qui serait féminisée dans toutes ses composantes, et où le pouvoir des hommes serait menacé de remplacement (égalité déjà là), voire déjà remplacé (gynocratie), par les femmes et les minorités de genre. Dès lors, les violences masculinistes ne visent pas uniquement les femmes – qui en sont les cibles premières –, mais également les institutions, organisations et symboles censés garantir l'application de la norme d'égalité.

L'alerte à la menace peut également être construite selon différentes temporalités. Elle peut d'abord s'inscrire dans le temps long, à travers des récits de légitimation qui alimentent l'idée d'une dépossession progressive des hommes. Sont ainsi mobilisés des discours selon lesquels les pères seraient discriminés par la justice – nécessitant la formation des magistrat·e·s, des travailleurs et travailleuses sociaux et des avocat·e·s –, ou encore que la conjugalité constituerait une forme de « taxe » imposée aux hommes, voire que la société, décrite comme sexualisée au féminin, menacerait la santé mentale des garçons, supposément rendus addicts à la pornographie. Ce qui pourrait relever de problématiques réelles touchant spécifiquement des hommes, comme le décrochage scolaire des garçons ou le taux de mortalité par suicide, est ainsi reformulé dans une logique de désignation de boucs émissaires, les femmes et les féministes étant accusées de s'appropriier indûment les ressources – financières ou attentionnelles – au détriment des hommes en tant que groupe.

Cette construction de la menace évolue néanmoins au rythme des transformations des rapports sociaux de genre et des dispositifs de régulation des comportements masculins à l'égard des femmes et des minorités de genre. Les récits de dépossession se reconfigurent ainsi au fil des avancées féministes et des évolutions juridiques ou institutionnelles perçues comme des atteintes au pouvoir masculin : contestation des transformations du droit de la famille, opposition croissante à la prise en compte des violences sexuelles et conjugales, dénonciation, des dispositifs de modération des discours sexistes ou haineux dans les espaces

numériques. Partout où le comportement asocial ou violent des hommes adultes est susceptible d'être régulé, des résistances se montent.

La perception de la menace peut s'inscrire sur le temps court, à partir d'événements ponctuels présentés comme des atteintes directes aux intérêts des hommes : des procès emblématiques, comme l'affaire Heard/Depp, une journaliste ou une femme politique mentionnant négativement le forum 18-25, un contenu modéré sur une plateforme, une sanction administrative ou encore une avancée législative en matière de droits des femmes. Ces situations sont immédiatement retraduites dans les termes d'une atteinte à l'identité collective et d'une logique de censure – « on nous attaque », « on nous fait taire » – venant confirmer le récit préalable de persécution du groupe.

Enfin, l'alerte à la menace peut être programmée de manière cyclique afin de répondre aux mobilisations féministes, notamment lors des mois de mars ou de novembre, qui constituent des séquences de forte visibilité médiatique des enjeux d'égalité de genre.

Si une menace est construite à partir d'atteintes à l'identité masculine propres à chaque milieu, elle peut néanmoins circuler et irriguer les logiques d'autres sphères composée majoritairement d'hommes. Cette circulation relève d'une dynamique métapolitique qui peut être comprise, dans une perspective gramscienne, comme un travail de diffusion culturelle visant à imposer certains cadres d'interprétation du monde au-delà des seuls espaces militants. Les discours sur la crise de la masculinité, la dépossession des hommes ou leur supposée marginalisation sociale peuvent ainsi être relayés dans des univers variés – fitness, développement personnel, jeux vidéo, humour en ligne ou culture web – contribuant à banaliser l'idée d'une menace pesant sur l'identité masculine.

La circulation de ces récits ne vise donc pas uniquement des individus déjà acquis aux milieux masculinistes, mais également des audiences masculines plus larges, auprès desquelles certaines représentations tendent à être intégrées au registre du « bon sens ». Par exemple, la menace que représenterait une supposée discrimination des pères a été reprise par Tibo InShape dans une vidéo où il se défend d'être masculiniste. Cette « menace », initialement produite dans le milieu des « pères enragés », fonctionne alors comme un point d'entrée permettant de fédérer des milieux masculinistes distincts autour d'un même récit victimaire, tout en évitant une confrontation directe avec les revendications féministes.

Pour les journalistes, l'enjeu est dès lors de replacer ces récits de menace dans leur temporalité et dans les transformations normatives auxquelles ils réagissent. Plutôt que de traiter ces discours comme l'expression spontanée d'un malaise individuel ou générationnel, il s'agit de les

analyser comme des formes de *backlash*, au sens développé par Susan Faludi, c'est-à-dire comme des réactions aux avancées en matière d'égalité de genre et aux dispositifs visant à encadrer certaines formes de domination masculine. Les récits mobilisés varient ainsi selon les milieux concernés et les normes spécifiques qu'ils perçoivent comme menacées – droit de la famille, violences sexuelles, modération des discours, normes relationnelles ou sexuelles –, tout en participant d'une même logique de défense du pouvoir et contrôle masculin.

Logique de justification

Les différents milieux masculinistes construisent l'autorité de manière différenciée, avec une forte capacité d'adaptation de leurs stratégies discursives selon les audiences visées – extérieures au milieu ou internes à celui-ci. L'enjeu est de nommer le réel, réinterpréter les rapports sociaux de genre et définir ce qui constituerait une menace pesant sur les hommes.

Certains milieux s'appuient ainsi sur une forme d'autorité légale-rationnelle, pseudo-scientifique, mobilisant des références à la biologie, à l'économie, à la philosophie ou à la psychologie évolutionniste ; d'autres reposent davantage sur une autorité charismatique incarnée par des figures comme Andrew Tate ; d'autres encore privilégient une légitimité participative, notamment dans des espaces issus du *gaming* ou des forums, où la légitimité est produite collectivement par la répétition et la circulation des récits au sein de la communauté sous forme de pavés de texte, de captures d'écran ou de memes. Malgré leurs différences, ces formes d'autorité bénéficient d'une légitimité sociale liée à la position sociale occupée par ceux qui les énoncent. L'homosocialité masculine fonctionne alors comme un cercle de validation réciproque : plus la virilité doit être démontrée devant les autres hommes, plus elle tend à s'appuyer sur des marqueurs de domination – notamment misogynes et homophobes – destinés à dissiper toute ambiguïté autour de la conformité à l'ordre hétérosexuel.

On observe ainsi un dévoiement récurrent de travaux issus des sciences sociales, économiques, philosophiques et psychologiques. En psychologie, des lectures simplifiées ou erronées de la psychologie évolutionniste servent à naturaliser la domination masculine ou les violences sexuelles. La notion de « misère sexuelle » peut ainsi être mobilisée pour présenter certains viols comme les conséquences inévitables d'une frustration exclusivement masculine. D'autres notions, comme les « faux souvenirs induits » ou l'« aliénation parentale », font l'objet de publications dans des revues scientifiques malgré des méthodologies litigieuses et bulles de citation. Cette *junk science* est ensuite mobilisée dans des stratégies de *lawfare* et de *normfare* visant à criminaliser des femmes victimes de conflits conjugaux ou à discréditer la parole des femmes et des enfants dans les affaires de violences sexuelles.

En économie, la métaphore du « marché sexuel » transpose abusivement des modèles néolibéraux à l'intimité et aux relations humaines, en réduisant les interactions affectives et sexuelles à des logiques de concurrence et d'optimisation. Certains acteurs mobilisent ainsi une invocation simplifiée de la loi de Pareto – le principe du 20/80 – pour soutenir qu'une minorité d'hommes monopoliserait l'accès sexuel aux femmes, dans une logique de compétition masculine pour l'accès à la ressource « corps des femmes ».

En sociologie et en criminologie, des statistiques relatives aux violences, aux suicides masculins, aux séparations ou aux décisions judiciaires sont sélectionnées et décontextualisées afin de construire un récit de victimisation masculine invisibilisant les rapports de pouvoir et les violences structurelles. La production de chiffres, de graphiques ou de compilations de données fonctionne alors comme un mécanisme de légitimation permettant de donner une apparence d'objectivité scientifique à des récits militants.

Enfin, certains milieux masculinistes libertariens s'appuient sur des outils conceptuels issus de l'économie politique, en particulier le triptyque Exit, Voice, Loyalty proposé par Albert O. Hirschman. Initialement conçu pour décrire les options dont disposent des individus face au dysfonctionnement d'une organisation – la contestation interne (*voice*), le maintien par attachement (*loyalty*) ou le retrait (*exit*) –, ce schème analytique est réinterprété de manière idéologique par les milieux MGTOW. Ceux-ci absolutisent l'« exit » en le présentant comme une stratégie rationnelle et politiquement légitime de retrait des normes sexuelles, conjugales et économiques encadrant les relations avec les femmes, tout en occultant les rapports de pouvoir et les asymétries structurelles qui traversent ces normes.

La philosophie fait également l'objet de réappropriations idéologiques, notamment à travers une version simplifiée du stoïcisme (« *broicism* »), mobilisée pour promouvoir des normes de virilité fondées sur le contrôle émotionnel, l'endurance à la souffrance ou le rejet de la vulnérabilité. Des références à Marc Aurèle ou à Épictète sont alors réinterprétées dans une logique de développement personnel masculin et de réaffirmation identitaire, détachée des dimensions éthiques du stoïcisme antique.

Pour lutter contre la propagande masculiniste, l'enjeu pour les journalistes ne consiste pas uniquement à procéder à un *fact-checking* ponctuel de certaines affirmations, mais surtout à interroger les fonctions qu'ils remplissent dans les écosystèmes masculinistes. Ces références fonctionnent en effet comme des armes sémantiques permettant de construire une apparence de neutralité, de scientificité ou de rationalité à des récits de domination et de victimisation masculine pour justifier la commission de violences.

Puisque ces divers procédés de construction de l'autorité de dire le réel centre la condition exclusivement masculine, l'enjeu pour les journalistes est d'interroger qui est reconnu comme légitime pour parler de ces sujets, et de réintroduire dans l'espace médiatique des voix expertes féminines et minorisées souvent disqualifiées ou invisibilisées par ces logiques d'autorité masculine.

Logique d'action directe

Après avoir revendiqué une légitimité identitaire (« nous »), sécuritaire (« sommes menacés ») et autoritaire (« voici pourquoi »), le passage à l'acte apparaît non seulement possible, mais nécessaire, voire existentiel. Vient alors le « donc il faut » : la phase de planification et de passage à l'action directe. Les trois premières séquences conditionnent cette dernière, la normalisent et en réduisent les coûts moraux, sociaux et symboliques au sein des milieux radicaux.

C'est ici que le concept de « *red pill* », détourné de son sens initial – une allégorie de la transition de genre dans *The Matrix* – occupe une place centrale dans les milieux masculinistes. Il matérialise cet « éveil » idéologique, cette supposée conscientisation à une condition masculine qui serait menacée. La « *red pill* » désigne ainsi le moment où l'individu adhère au récit, accepte ses justifications et se perçoit comme légitimé à exercer des formes de violence qui se situent dans un continuum de moyens et d'espaces – au nom de son identité de genre.

Dans ce cadre, chaque milieu masculiniste développe des modes opératoires « *signatures* », inscrits dans des rites collectifs et présentés comme des réponses proportionnées à la menace perçue. Les milieux issus du gaming traduisent ce « donc il faut » par des raids, des attaques DDoS, du *swatting*, du *swarming* ou des campagnes de cyberharcèlement. Les milieux de pères enragés convertissent cette logique en *norm-* et *lawfare*, harcèlement des ex-conjointes, en violences post-séparation, voire en attaques contre les forces de l'ordre ou l'institution judiciaire. Les fondamentalistes ciblent le Planning familial par des attaques contre ses locaux, les chamaniques exercent des violences dans la sphère familiale, tandis que les MGTOW mettent en œuvre des violences reposant sur des nouvelles formes de proxénétisme, y compris des mineures. De leur côté, les brigades du contournement du consentement des femmes (« coachs en séduction ») organisent collectivement des séquences de harcèlement de rue et comparent leurs « performances » en matière de manipulation de leurs cibles.

Si ces modes opératoires sont signature, les milieux masculinistes savent également innover, et importer des tactiques depuis l'étranger. Par exemple, des pratiques de bousculades intentionnelles de femmes dans les transports en commun, inspirées de la tactique japonaise dite *butsukari otoko*, ont été relayées et encouragées via des forums issus du

gaming, illustrant la circulation transnationale des répertoires d'action violente au nom du suprémacisme masculin.

L'exemple des appels à « seringuer des femmes » lors de la Fête de la musique rappelle également que, même en l'absence de passage à l'acte massif ou de preuves toxicologiques concluantes, la menace de l'usage de la violence constitue en elle-même un fait grave. La diffusion coordonnée de messages appelant à cibler des femmes dans l'espace public produit des effets matériels réels : modification des comportements, restriction des déplacements, hypervigilance, retrait de certaines femmes de l'espace festif ou public. En sommes, ce sont des violences qui troublent gravement l'ordre public. L'efficacité de ces stratégies d'intimidation repose ainsi moins sur le nombre d'agressions effectivement commises que sur leur capacité à instaurer un climat de peur diffus et à rendre crédible la possibilité de la violence. Dans cette séquence, certains traitements médiatiques ont également contribué à amplifier le climat d'anxiété en relayant des alertes insuffisamment contextualisées ou vérifiées, tout en déplaçant l'attention vers les réactions émotionnelles des femmes plutôt que vers les producteurs et diffuseurs des menaces.

La distinction entre les actes terroristes et les violences interpersonnelles ou crapuleuses repose sur la manière dont la menace ou l'usage de la violence s'inscrit dans une production de sens. Le terrorisme consiste dans l'usage – ou la menace d'usage – de la violence contre une cible immédiate afin d'atteindre une cible symbolique plus large. Les modes de production de l'information, ainsi que les rapports de pouvoir qui les traversent, influencent donc directement l'atteinte de ces objectifs stratégiques. Lorsque l'objectif est la projection de la force et la démonstration de puissance, l'effet recherché est souvent la surmédiatisation. À l'inverse, lorsque l'objectif est la normalisation des violences faites aux femmes, l'effet recherché peut être leur sous-médiatisation, notamment par leur déplacement de l'espace public vers la sphère privée, conjugale ou intime.

Pour les journalistes, l'enjeu est alors de nommer précisément ces violences et de les rattacher aux milieux radicaux dont ils sont issus, plutôt que de les réduire à des faits divers isolés ou à des trajectoires individuelles. Dans la mesure où les autorités ne sont pas toujours formées à identifier les dynamiques de radicalisation masculiniste ou à les traiter comme des violences extrémistes, le fait de leur poser systématiquement ces questions contribue aussi à rendre visibles ces milieux et leurs modes opératoires. Interroger l'existence d'éventuels liens avec des milieux radicaux masculinistes, des forums spécifiques ou des répertoires d'action connus peut ainsi participer à faire émerger ces violences comme des phénomènes collectifs, ritualisés et politiquement situés, plutôt que comme de simples violences interpersonnelles. Dans la mesure où il n'existe pas, à ce stade, de chiffres officiels permettant d'identifier spécifiquement les violences issues des milieux radicaux

masculinistes, le travail journalistique joue un rôle central dans leur mise en visibilité et leur qualification.

Enjeux de la médiatisation des violences masculines

Tout le monde ne peut pas être expert·e des milieux radicalisés masculinistes, et cela vaut aussi pour les professionnel·le·s de l'information. En revanche, certains gestes simples peuvent être mis en œuvre. D'une part, être conscient des logiques de backlash qui accompagnent les politiques publiques visant à lutter contre la propagande masculiniste et les violences fondées sur le genre. D'autre part, se former aux représentations médiatiques des violences fondées sur le genre et aux effets produits par leur traitement informationnel.

Toutes les violences fondées sur le genre ou commises collectivement par des groupes d'hommes ne constituent pas des attentats masculinistes. Cependant, la normalisation des violences masculines contribue plus largement à l'atteinte des objectifs poursuivis par les milieux radicaux masculinistes.

De ce fait, la lutte contre la propagande masculiniste ne peut être dissociée des conditions de production et de circulation de l'information elle-même. Cela implique non seulement de déconstruire les récits produits par les milieux radicaux masculinistes, mais aussi, plus largement, de traiter correctement l'ensemble des violences fondées sur le genre. Car même sans se spécialiser sur les radicalisations masculinistes, les journalistes participent à la production de sens autour de ces violences.

En reprenant certains lexiques, en privilégiant des angles centrés sur les perspectives masculines, en relayant sans distance des campagnes d'*astroturfing* issues de groupes de « pères séparés » ou en traitant les violences fondées sur le genre comme des faits divers isolés plutôt que comme des violences systémiques et structurelles, certaines rédactions participent aux processus que la propagande masculiniste cherche à imposer : définir le réel, orienter les normes et conditionner les réflexes. Et ce, même sans aucun effort de leur part.

Minorer les violences qui visent spécifiquement les femmes, les filles et les personnes minorisées de genre, privilégier la perspective masculine, revient à envoyer le message que nos corps sont violables et que nos vies ne valent rien.

Ce qui est, en soi, terrifiant.

Plus de dix ans après les premières mobilisations féministes pour lutter contre ces formes de désinformation fondée sur le genre, ne pas représenter avec justesse les violences masculines ne constitue pas seulement une faute déontologique : cela concourt directement à l'atteinte des objectifs stratégiques poursuivis par les milieux radicaux

masculinistes, en participant à la banalisation, à la dépolitisation et à la normalisation des violences qu'ils cherchent précisément à imposer.

Stephanie Lamy

Féministe, chargée d'enseignement, chercheuse

<https://blogs.mediapart.fr/stephanie-lamy/blog/210526/propagande-masculiniste-comment-les-violences-deviennent-legitimes>